

Communiqué de presse

9 décembre 2018 : Journée mondiale de la lutte contre la corruption – L'état des lieux en Suisse

Journée mondiale contre la corruption : les multiples chantiers de la Suisse

Berne, le 7 décembre 2018 – À l'occasion de la Journée mondiale des Nations Unies contre la corruption du 9 décembre, la Suisse ne peut dresser qu'un bilan tout au plus mitigé en matière de lutte anticorruption. Elle n'a en effet pas de stratégie nationale de lutte contre la corruption et n'en est pas exempte, tant s'en faut. Bien au contraire, elle présente une série de problèmes en matière de lutte contre ce fléau : frais excessifs et cadeaux inappropriés offerts à des agents publics, opacité du financement de la vie politique et du lobbying, failles du dispositif antiblanchiment d'argent, insuffisances relevées dans le domaine des entreprises et des fédérations sportives internationales et protection totalement insuffisante des lanceurs-euses d'alerte. Ces chantiers, indignes d'un pays aussi développé et aussi démocratiquement mûr que le nôtre, appellent impérativement des mesures urgentes.

Le 9 décembre, la communauté internationale célèbre la Journée mondiale de la lutte contre la corruption, instaurée par les Nations Unies dans le but de favoriser la prise de conscience de l'existence de la corruption et des dangers qu'elle pose pour l'économie, l'État et la société, tout en rendant hommage aux personnes qui la combattent dans leurs pays. Comment la Suisse se situe-t-elle dans la lutte contre ce phénomène ?

L'image de « bon élève » appliqué que la Suisse donne souvent d'elle-même est trompeuse : la corruption – soit l'abus, à des fins personnelles, d'un pouvoir qui nous a été confié – y est également présente sous ses formes les plus diverses. Les nombreuses accusations et scandales qui ont éclaboussé la Suisse ces derniers mois montrent que nous avons aussi de graves problèmes dans de nombreux domaines : il suffit de penser aux **notes de frais excessives** du gouvernement genevois et du DDPS, ainsi qu'aux **invitations** et aux **cadeaux** offerts à des hommes et femmes politiques, tels que des voyages à l'étranger ou des vols en hélicoptère, pour ne citer que deux des affaires ayant récemment défrayé la chronique.

Et ce n'est pas tout : la Suisse est désormais le seul pays européen à ne pas avoir légiféré pour garantir la transparence du **financement de la vie politique**. Quant au **lobbying**, il se déroule trop souvent en coulisse, privilégiant des intérêts particuliers au détriment du bien commun. Or, tant le financement de la vie politique que le lobbying influent de façon prépondérante sur la formation de l'opinion en démocratie, de sorte que leur opacité met en péril la crédibilité et l'intégrité de nos institutions.

En dépit des progrès accomplis ces dernières années, des acteurs suisses restent impliqués dans tout scandale de blanchiment d'argent aux répercussions internationales. Soit il reste trop facile de réinvestir des avoirs illicites dans des comptes en banque suisses ou dans l'immobilier suisse, soit l'argent est camouflé et blanchi dans d'autres pays avec la complicité d'acteurs suisses, comme des avocats, des notaires ou des fiduciaires. Si ces pratiques sont possibles, c'est parce que le **dispositif antiblanchiment suisse** présente toujours, dans des questions essentielles, des retards par rapport aux normes internationales et parce que les obligations de diligence et de communiquer en vigueur ne sont pas dûment honorées.

De nombreuses **entreprises**, au rayonnement national et international, ont leur siège en Suisse. Une grande partie d'entre elles indiquent, en réponse à des questionnaires, être disposées à verser des pots-de-vin pour décrocher des contrats. Dans le cas des grandes entreprises, il est malheureusement à craindre que les mesures de prévention de la corruption ne s'appliquent souvent pas systématiquement. S'agissant des PME, elles n'ont souvent pas les connaissances et les ressources nécessaires pour écarter de façon adéquate les risques de corruption. Enfin, les scandales de corruption se succèdent au sein des **fédérations sportives internationales** et continuent à y avoir une dimension systémique. Ces pratiques ne portent pas seulement atteinte au sport, mais aussi, et de façon conséquente, à la réputation de la Suisse comme pays hôte et à l'intégrité de notre système juridique.

Il est indispensable, pour freiner la corruption et le blanchiment d'argent, de disposer d'un régime de **surveillance** et de **poursuite pénale** effectif. Malheureusement, les autorités de poursuite pénale font souvent preuve de réticence pour poursuivre les délits de corruption, qui sont pourtant des délits poursuivis d'office, et la durée des procédures est pour le moins excessive. De même, l'autorité suisse de surveillance des marchés financiers (Finma) n'utilise pas encore dans la mesure requise les instruments dont elle dispose pour faire respecter la loi. La balle est ici aussi dans le camp des autorités politiques, qui doivent renforcer à bon escient les autorités de surveillance et de poursuite pénale et leur fournir les ressources requises tant pour poursuivre systématiquement les infractions et les irrégularités que pour mettre leurs auteurs face à leurs responsabilités.

La corruption profitant à toutes les parties impliquées, le pourcentage de cas non découverts est très élevé. Lorsqu'un scandale éclate, c'est la plupart du temps grâce à des révélations d'informateurs internes, comme c'était le cas du cartel sur les prix de la construction aux Grisons dévoilé cette année. Toutefois, la loi suisse ne protège toujours pas suffisamment ces **lanceurs-euses d'alerte**, qui s'exposent à un licenciement, au mépris de leurs semblables et même, dans certaines circonstances, à des poursuites pénales. Présenté à la fin de l'été, le nouveau projet de loi du Conseil fédéral ne leur garantit toujours pas une protection adéquate, tant s'en faut.

Enfin, la petite taille de notre pays favorise le **copinage**, qui y est largement répandu et comporte de grands risques de corruption. Si le fait d'être souvent très proche n'est pas mauvais en soi, il peut toutefois se traduire rapidement par l'octroi d'avantages indus. Trop souvent, on n'est guère sensible aux conflits d'intérêts et ne sait pas comment les gérer correctement.

Ces chantiers caractérisant la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent sont indignes d'un pays aussi développé et aussi démocratiquement mûr que le nôtre. Dès lors, Transparency International Suisse formule les revendications suivantes :

- une tolérance zéro réelle face à la corruption dans les entreprises, le monde politique et l'administration ;
- une stratégie fédérale globale de lutte anticorruption, avec un organe anticorruption efficace ;
- une protection légale efficace des lanceurs-euses d'alerte ;
- une amélioration de la loi sur le blanchiment d'argent, afin que son champ d'application inclue notamment les prestations de services problématiques des avocats, des notaires, des fiduciaires, des agents immobiliers et des négociants en œuvres d'art et produits de luxe ;
- un contrôle plus systématique du respect des obligations de diligence et de communiquer visant à prévenir le blanchiment d'argent et la poursuite pénale plus systématique des délits de corruption ;
- un code de conduite contraignant pour les responsables politiques et des règles efficaces pour gérer les conflits d'intérêts des agents publics et l'acceptation de cadeaux, et cela à l'échelle de la Confédération, des cantons et des communes ;
- l'adoption de dispositions légales garantissant la transparence du financement de la vie politique et du lobbying ;
- des prescriptions légales strictes en matière de gouvernance des fédérations sportives internationales ayant leur siège en Suisse et un contrôle par l'État du respect de ces prescriptions.

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la corruption et face aux chantiers de la Suisse, Éric Martin, président de Transparency International Suisse, dresse le constat suivant :

« La Suisse ne fait pas figure de bon élève dans la lutte contre la corruption. Les nombreuses failles dans son dispositif de prévention et les scandales qui ont éclaté récemment devraient enfin nous faire prendre conscience que chaque affaire de corruption est une affaire de trop et que, dans le cas des agents publics impliqués, un simple indice de corruption est déjà nuisible à lui seul. C'est en effet l'intégrité de la personne publique en question qui est en jeu, tout comme la confiance dans nos institutions, indispensable au bon fonctionnement de toute démocratie. Nous devrions dès lors agir sans attendre et nous attaquer enfin à ces chantiers. »

Contact médias

Alex Biscaro, directeur adjoint
Transparency International Suisse (Berne)
Tél.: +41 (0) 79 313 27 88
Courriel: alex.biscaro@transparency.ch

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch